



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2024-10-00179 DU 23 OCT. 2024

**portant mise en demeure la société SAVIPLAST 52
de respecter les dispositions des articles 2.2.3, 2.2.5 et 2.2.8
de l'arrêté préfectoral n° 2082 du 11 septembre 2017 portant prescriptions
complémentaires pour l'exploitation d'une usine de mise en peinture
d'accessoires automobiles sur le territoire de la commune de CHALINDREY**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 181-14 et R. 181-45 ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°1205 du 10 mars 2009 portant prescriptions pour l'exploitation d'une usine de mise en peinture d'accessoires automobiles par la société DECOMEP SAS à Chalindrey ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1168 du 30 mars 2012 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

VU le récépissé de transfert d'exploitant en date du 07 mai 2014 accordé au bénéfice de la société SAVIPLAST 52 ;

VU les arrêtés préfectoraux n°979 du 12 avril 2016, n°2082 du 11 septembre 2017 et n°52-2021-02-098 du 11 février 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation d'une usine de mise en peinture d'accessoires automobiles par la société SAVIPLAST 52 sur le territoire de la commune de CHALINDREY ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2021-02-097 du 11 février 2021 portant mise en demeure de respecter certaines dispositions de l'arrêté complémentaire du 11 septembre 2017 encadrant les activités de la société SAVIPLAST 52 sur le territoire de la commune de CHALINDREY ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL du 03 juillet 2023 établis comme suite à une visite le 08 décembre 2022 du site de CHALINDREY exploité par la société SAVIPLAST 52;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL du 13 septembre 2024 établis comme suite à la visite le 17 juin 2024 du site de CHALINDREY exploité par la société SAVIPLAST 52;

VU le rapport de contrôle des rejets atmosphériques 2023 (rapport COFRAC N°123673022301R001 du 31 mars 2023);

VU l'absence de remarques de la société SAVIPLAST 52 sur ce projet d'arrêté lors de la période contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 prescrit des valeurs limites d'émission en COV au conduit n°1 de 110 mg/Nm³ et qu'il précise que « *Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. [...] Pour les émissions de composés organiques volatils : [...] Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 08 décembre 2022 que le conduit n°1 n'était associé à aucun traitement avant rejet et que le rapport d'autosurveillance du 15 mars 2022 montre que la moyenne des mesures réalisées (132 mg/Nm³) dépasse la valeur limite d'émission prescrite et que une de ces trois mesures dépasse 1,5 fois cette valeur limite (240 mg/Nm³ par rapport à 165 mg/Nm³);

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral n° 52-2021-02-00097 du 11 février 2021 susvisé mettait en demeure la société SAVIPLAST 52 de respecter, avant le 11 février 2022, les valeurs limites à l'émission (VLE) en composés organiques volatils (COV) fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du site ou à défaut l'émission annuelle cible établie par son plan de gestion des solvants (PGS);

CONSIDÉRANT que l'article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 prescrit que « *Le flux annuel des émissions diffuses de Composés Organiques Volatils ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 08 décembre 2022, que les rejets du site de CHALINDREY (30,1 tonnes émises pour 90,8 tonnes utilisées soit 33%) en 2021 dépassaient l'émission cible de 23 tonnes du PGS du site et les 20 % fixés pour le flux annuel ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, une nouvelle fois, lors de l'inspection du 17 juin 2024 que les rejets du site de CHALINDREY (40,24 tonnes émises pour 106,63 tonnes utilisées soit 40,55%) en 2023 dépassaient l'émission cible de 23 tonnes du PGS du site et les 20 % fixés pour le flux annuel ;

CONSIDÉRANT que l'article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 prescrit que « *Les Composés Organiques Volatils spécifiques sont des substances qui sont soit visées par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, soit des substances auxquelles sont liées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié. Dans le cas présent, la société n'est pas autorisée à consommer ou à émettre de Composés Organiques Volatils spécifiques dans le cadre de ses activités sur son site de Chalindrey.* » ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 08 décembre 2022, par échantillonnage des produits présents, que le site de CHALINDREY utilisait des produits à base de formaldéhyde (visé par l'annexe III de l'arrêté du 02 février 1998 et par une mention de danger H350) et de méthacrylate de 2-éthylhexyle, les méthacrylates étant eux aussi visés par l'annexe III ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 17 juin 2024, que le PGS 2023 mentionne que *« aucun des composés recensés ne présente la phrase de risque H350, H350i, H340, H341 ou H351, H360D et H360F dans les produits utilisés par la société »* ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a également constaté que les composés organiques volatiles spécifiques utilisés en 2022 l'étaient toujours en 2024 malgré les avertissements de l'inspection des installations classées dans son rapport du 03 juillet 2023 susvisé et malgré l'interdiction explicite de l'article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de ce qui précède, le PGS 2023 du site de CHALINDREY exploité par la société SAVIPLAST 52 est erroné ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prescrit :

« I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : Mise en demeure

La société SAVIPLAST 52 est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite en Zone Industrielles Les Moulières à CHALINDREY (52500) :

dans un délai de neuf mois à compter de la date de notification du présent arrêté

- de déposer en Préfecture un rapport à porter à connaissance sur les modifications apportées aux raccordements des conduits et sur l'utilisation de nouvelles peintures en vue de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé,

dans un délai de cinq mois à compter de la date de notification du présent arrêté

- de respecter un flux annuel d'émissions diffuses de COV de 20 % de la quantité de solvants utilisée (article 2.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé),

- de respecter l'interdiction d'usage de COV spécifiques (article 2.2.8 de l'arrêté préfectoral n°2082 du 11 septembre 2017 susvisé).

Article 2 : Sanctions administratives

Dans la mesure où la société SAVIPLAST 52 ne défère pas à l'une ou plusieurs des prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait - indépendamment des sanctions pénales encourues - application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérécours citoyens » (www.telerecours.fr).

Article 4 : Publicité

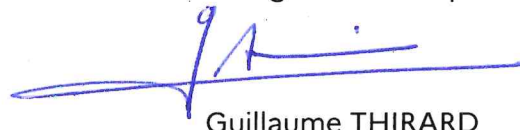
En application de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de LANGRES et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAVIPLAST 52 et dont une copie sera adressée au maire de CHALINDREY.

Chaumont, le 23 OCT. 2024

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD